

# LE DEVOIR

Libre de penser

## Qui aime bien finance bien

15 juin 2013 | Odile Tremblay | Actualités culturelles



Photo : MBAM

École d'été au Musée des beaux-arts de Montréal. Miser au départ sur une jeunesse à passionner pour l'art et ses merveilles est la voie royale pour l'avenir culturel.

Je les revois défiler en cohorte, hommes ou femmes à la tête de petits organismes culturels - cinéma, théâtre, danse, même combat - croisés au fil des ans, témoignages en litanie. Tôt ou tard, ils poussent un soupir en abordant la course aux commanditaires. Ces derniers vivent à la même adresse que ceux du voisin, car le milieu des affaires est petit, les entreprises sont sollicitées de toutes parts. D'où le découragement des boîtes artistiques à qui l'État serre la vis et qu'il pousse dans le trafic : « Cherchez donc du côté du privé ! »

« On veut bien. On veut bien, mais... » Ils encaissent des refus, courbent l'échine. Ça devient humiliant, presque une forme de mendicité.

Et puis, quand des entreprises francophones versent de maigres écots à leur caisse, c'est en général

pour réclamer leur nom en lettres d'or sur les panneaux promotionnels du spectacle. Faut que ça serve, la philanthropie. Sinon, qu'ossa donne ? Les vrais mécènes sont des oiseaux rares sur nos rives.

Ceux qui chantent en français, à tout le moins.

Si l'OSM, l'Opéra de Montréal et quelques institutions de notre arène culturelle reçoivent des dons substantiels, c'est essentiellement parce que les riches anglophones montréalais les fréquentent et les appuient. À eux la tradition du mécénat des arts issue de la Grande-Bretagne. Pas à nous.

En gros, le Québec verse moitié moins que les autres provinces en matière de culture. Remarquez, on parle de vases communicants ; la course aux mécènes s'active quand la caisse de l'État providence se vide. D'où la commande du rapport du Groupe de travail sur la philanthropie culturelle, déposé tout chaud cette semaine aux pieds de Pauline Marois,

Bien accueilli en haut lieu, espérons que ses conclusions se matérialiseront. Il propose une série de mesures fiscales, des crédits d'impôt, poussant les organismes culturels à monter des plans d'affaires avec des partenaires financiers, avantageux pour les deux parties. Pauline Marois se dit prête à injecter 15 millions par année pour doubler les fonds culturels d'ici quatre ans. Que du bel et bon !

Pierre Bourgie et son équipe derrière le document en question ont saisi une vérité fondamentale : impossible de fabriquer de généreux donateurs avec des patrons et des citoyens que l'art indiffère. Faut connaître. Faut aimer.

Bien vu !

Alors, le Groupe de travail suggère, entre autres, d'enseigner l'histoire de l'art à l'école, d'augmenter les sorties culturelles au primaire, d'abaisser le prix du billet d'entrée à 1 \$ pour les moins de 18 ans dans les grands musées nationaux, d'encourager la multiplication des ateliers d'artistes, comme des oeuvres dans les rues et les édifices privés. Faut baigner dans la création pour vouloir l'encourager. Établir un terreau propice, tout est là.

Mais l'État québécois, qui appuie ce rapport, se montre-t-il cohérent dans son traitement de la culture, surtout celle qui sort du champ populaire semé d'humour et de grands festivals rassembleurs ? En la matière, c'est bien pour dire, d'autres sons de cloche se font entendre, qui brouillent le message.

Petit postulat de base : le mécénat culturel n'est pas inscrit dans notre ADN collectif pour la simple raison que la culture n'y figure pas non plus. Oeuf et poule trinquant au nid en bonne amitié.

Vieil héritage duplessiste et d'avant le règne du cheuf, que celui de juger les « cultureux », lettrés et autres joueurs de violon suspects, suffisants et rêveurs. Leurs élites ayant fui après la Conquête, les francophones sont issus pour la plupart d'un bassin paysan et des rangs des petits ouvriers. Le clergé les tenait en laisse, conspuait la danse, mettait à l'index Les misérables de Victor Hugo. Chez les ancêtres, fallait trimer. Fallait prier. L'art ? Euh ! Le mot devint péjoratif. Faut comprendre.

Évolution, vous dites ? En 2013, posséder un bagage culturel paraît encore bien louche. Même nos dirigeants n'osent dévoiler leurs goûts en ces matières - pour autant qu'ils en aient - de peur d'être taxés d'élitisme et coupés du bon peuple votant, tandis qu'ils pourraient encourager l'art pour tous en enrôlant la foule sous son étendard. Pensez-vous ? Bernard Landry fait encore rire de lui dix ans après le crime d'avoir employé une expression latine. Prudence en la matière ! Silence de bon aloi ou mots creux assurant devant tribune et caméras : « C'est beau, la culture. Bla ! bla ! bla ! » Personne n'y croit. On réclame des preuves. Tous ces élus admettent que culture rime avec développement, bien sûr, mais sans trop savoir, sous le vent des nouvelles technologies, à quelle sauce servir cette denrée-là. Et sans se commettre.

Chez nous, la main droite ignore ce que fait la main gauche. Et pourquoi donc les Québécois auraient-ils envie de financer un secteur non seulement déconsidéré, mais en perte de vitesse ?

Prenez le ministère de l'Éducation. Affolant, son choix récent de modifier le programme collégial « Arts et lettres » au profit de « Culture et communication ». Déconsidérée au partage, la littérature y devient du coup optionnelle. Quant au mot « oeuvre », il se voit mué en « objet culturel » dans le nouveau programme. Tout ça envoie d'éloquents signaux de désintégration artistique, veux, veux pas. Et de malencontreux coups de barre.

D'autant plus que partout, à pleins médias, le terme « culture » - pourtant bien extensible - se voit remplacé par celui de « divertissement », et le contenu des oeuvres par les amours changeantes des stars d'Hollywood. Bientôt, on intimera à Marie-Claire Blais de se convertir aux romances de gare. Pour son bien.

À telle enseigne qu'on n'oserait trop recommander au gouvernement québécois d'insuffler au plus vite, tous ministères unis, un message clair de culture à valoriser, même celle qu'on dit savante et qui ne l'est pas tant que ça. Si un groupe de travail sur la philanthropie a compris le bon sens, en suggérant de miser au départ sur une jeunesse à passionner pour l'art et ses merveilles, pourquoi les bonzes de l'État paraissent-ils tout écartillés ? On a envie de leur souffler à l'oreille : hep ! Il n'y a rien de déshonorant à se cultiver. À bas les vieux préjugés ! Donnez l'exemple ! Aimez l'art et dites-le. Sans langue de bois.